

Une solidarité de tous avec tous*

Philippe Perrenoud

Professeur
Faculté de psychologie et des sc. de l'éducation
Université de Genève

Il ne suffit pas d'être instruit pour être honnête. Il est difficile d'admettre, pour qui se bat contre l'échec scolaire, que les élèves bien formés puissent devenir des adultes égocentriques et méchants. Pourtant, il n'y a rien là de mystérieux : à partir du moment où l'on est plus instruit, on a plus de choix, y compris celui de ne pas être honnête, et plus de ressources pour ne pas se faire prendre. Les manipulations génétiques, la spéculation immobilière, la guerre, la torture, le génocide, le crime organisé, la délinquance économique, le surarmement, les pollutions industrielles, l'extermination de certaines espèces animales à des fins lucratives, l'exploitation du travail, l'exclusion, la destruction de la biosphère et quelques autres calamités sont le fait de scientifiques, de gens qui ont un très haut niveau de formation et qui vendent leur savoir au plus offrant. On peut trouver d'excellents chimistes pour purifier de la drogue, d'excellents juristes pour frauder le fisc, d'excellents informaticiens pour pirater les bases de données du gouvernement... Le savoir ne garantit, hélas, ni la solidarité ni l'honnêteté. L'élévation du niveau moyen d'instruction et de l'intelligence collective n'est pas garante de progrès.

Est-ce la mission de l'école de civiliser, de rendre honnête, de rendre solidaire dans une civilisation qui ne l'est pas entièrement, qui contient le meilleur et le pire ? Pourquoi l'école serait-elle plus vertueuse que la société qui la paie ? Tout simplement parce qu'on lui délègue ce rôle et qu'on la protège en partie des compromissions et de la violence du monde, parce qu'elle peut être un rempart contre la jungle et la guerre civile¹.

Il y a évidemment un autre problème : à supposer qu'on veuille éduquer à la solidarité et qu'on croie que c'est possible, il reste à savoir comment s'y prendre, dans une société pluraliste, individualiste, médiatique, planétaire, où l'éducation morale a fait long feu. Comment faire, sachant qu'on poursuit ce projet de longue date et qu'à ce jour, il n'a pas vraiment réussi ?

CONTRE L'INDIFFÉRENCE, CONTRE LA VIOLENCE

Souvent, on s'inquiète de la violence. Elle existe, même si elle n'est pas encore dans tous nos murs, dans tous nos établissements. Il y a peut-être quelque chose de plus inquiétant, même si cela fait moins de bruit : l'indifférence.

* Tiré de « Compétences, solidarité, efficacité. Trois chantiers pour l'école », conférence tenue à Louvain-la-Neuve, le 20 mars 1998, dans le cadre du congrès « L'école chrétienne et les défis de notre temps ».

Christophe Dejours vient de publier un ouvrage² intitulé *Souffrance en France*. Chercheur, spécialiste de la psychodynamique du travail, Dejours étudie notamment, dans toutes sortes de métiers, la souffrance au travail et les mécanismes de défense qu'elle engendre³. Nombre de salariés vivent dans la peur ou sont brimés par toutes sortes de mécanismes de contrôle, de compétition, de pression au rendement. La montée du chômage et du néolibéralisme accroît la souffrance au travail de ceux qui ont encore un emploi et sur lesquels s'exerce une pression croissante dans tous les secteurs régis par le marché et la course au rendement. Produire de plus en plus, avec de moins en moins de main-d'œuvre, est en gros la politique de toutes les entreprises et de nombreuses administrations publiques.

Ceux qui conservent leur emploi devraient se sentir solidaires des chômeurs, qui représentent ce qui peut leur arriver. Or, ils font preuve, dit Dejours, d'une indifférence étonnante. Selon un sondage de 1980 en France, les personnes interrogées pensaient, dans leur immense majorité, que si le taux de chômage dépassait les quatre à cinq pour cent, ce serait l'explosion sociale. En 1998, le taux de chômage en France est d'environ quatorze pour cent. Or, l'explosion ne s'est pas produite, le chômage fait désormais partie du paysage, il est banalisé. Au point que, quand les salariés entendent les chômeurs demander, pour Noël, quelques ressources supplémentaires, certains trouvent qu'ils exagèrent, qu'il n'y a pas de raison de leur faire de cadeaux, alors que chacun a des problèmes, que la vie est dure pour tout le monde.

Dejours montre à quel point nous nous sommes forgé une extraordinaire capacité d'indifférence, non seulement à la misère du monde⁴, à la guerre en Bosnie, à la famine au Sahel, mais à ce qui se passe autour de nous. Nous vivons avec dix à quinze pour cent de gens sans emploi, avec beaucoup de gens sous-payés, exploités, réduits au silence sous la menace de la prochaine charrette de condamnés. Le chômage n'atteint pas seulement ceux qui chôment, mais touche ceux qui se sentent, à tort ou à raison, dans l'antichambre du chômage et donc acceptent n'importe quelles conditions de travail, parce que rien n'est pire que de se retrouver sans emploi. Dejours montre que cette indifférence recouvre d'abord des peurs. Chacun s'applique à nier le risque, à faire comme si seuls les autres pouvaient avoir un accident ou être menacés de chômage.

Chacun cherche à tirer son épingle du jeu. S'il y parvient, il ne lui reste qu'à regretter que les autres n'en puissent faire autant. On parle du malheur des autres au gré d'une compas-

sion souvent sincère, mais fugitive. On compatit, mais de là à se mobiliser pour qu'il en aille différemment, il y a un grand pas. C'est une compassion qui ne nous engage à rien, sinon à un petit moment de sympathie vite oublié. Or, cette indifférence compatissante est à la racine de l'effritement du lien social, de la violence, à la racine des ségrégations, des exclusions.

Dejours propose un parallèle saisissant avec les régimes totalitaires, rappelant qu'Hitler n'a pas fait l'Allemagne nazie à lui seul, que toute la société a collaboré activement ou du moins a fermé les yeux, trouvant même qu'après tout, il était assez juste de persécuter Juifs, communistes et autres résistants au nouvel ordre. Dans le monde d'aujourd'hui, les sociétés développées ne sont pas fascistes, mais des mécanismes assez voisins fonctionnent à propos de la misère, de l'exclusion, des inégalités, de la souffrance de catégories entières, chômeurs, immigrés, personnes âgées, laissés pour compte de la croissance. Nous acceptons des choses inacceptables, tous les jours, parce que nous ne voulons pas prendre le risque de nous mobiliser.

Je renvoie à ce très beau livre, un livre très fort qui nous interpelle tous, parce que nous sommes tous menacés d'indifférence. Ce pourrait être la base d'une éducation à la solidarité, non seulement comme valeur, mais comme compréhension des interdépendances et des mécanismes qui engendrent les injustices.

RECONSTRUIRE LES BASES DU CONTRAT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITÉ

Une éducation à la citoyenneté ne va pas sans élargir fortement l'éducation civique, celle qui vise à former un bon citoyen capable de comprendre la constitution, de voter, de jouer un rôle actif et responsable dans la cité. Le problème est plus global. On pourrait parler de solidarité.

Bien sûr, le mot est chargé de valeurs morales. L'école chrétienne parle de fraternité, idée dont les connotations confessionnelles (ou révolutionnaires !) peuvent déranger l'un ou l'autre. Le terme « solidarité » est peut-être un peu plus neutre, mais exprime tout de même le refus de « Moi d'abord, moi tout seul ».

La question dépasse l'échelle nationale, à la fois par le haut et par le bas. La solidarité, si l'on pense aux rapports Nord-Sud et Est-Ouest, n'a de sens que planétaire. Si tous les Belges allaient bien, alors que le reste de la planète sombre, serait-ce vraiment suffisant ? Inversement, la solidarité est aussi locale, à l'échelle de la famille, de l'entreprise, du quartier, de la communauté. Mieux vaudrait éduquer à ces diverses solidarités, qui reposent sur des connaissances et des identités distinctes.

L'éducation à la citoyenneté est aujourd'hui au programme de tous les colloques. Elle pourrait s'infléchir vers une éducation aux solidarités. Comment s'y prendre ? La solidarité s'apprend, cela ne fait aucun doute. Peut-elle être l'objet d'une éducation à l'école ?

Il y a un premier paradoxe : si le contrat social est défait, l'éducation n'est plus possible. Comment pourrait-on enseigner la non-violence dans la violence ? Comment pourrait-on enseigner la solidarité si les conditions mêmes du dialogue pédagogique ne sont plus remplies ? Heureusement, les rapports entre générations ne sont pas partout aussi dégradés. Il est donc encore temps, là où la communication pédagogique reste possible, d'éduquer avant qu'il ne soit trop tard.

Il reste à prendre le problème au sérieux autrement que dans le discours et à en faire une priorité. Les leçons de morale n'ont guère d'effet et il ne suffit pas de multiplier les instances de participation, les conseils de classe, les lieux de parole. Il est temps de connecter plus étroitement une éducation à la citoyenneté et à la solidarité avec la construction des savoirs et des compétences.

L'éducation à la citoyenneté n'est pas une cure d'âme ou d'appel aux bons sentiments, une heure par semaine, alors que, pour le reste on « fait le programme ». Elle n'a aucune chance si elle n'est pas au cœur du programme, liée à l'ensemble des compétences et des savoirs.

APPRENDRE À ANALYSER ET À ASSUMER LA COMPLEXITÉ

Certaines compétences sont des clés de la solidarité, sans en être garantes. Elles ont par ailleurs toutes sortes d'autres usages, dans d'autres contextes. Savoir analyser et assumer la complexité me paraît une compétence décisive, parce que certains dysfonctionnements du lien social et des rapports sociaux tiennent à la peur, au repli sur soi, au raidissement devant un monde qui dérange, inquiète, panique une partie de nos contemporains lorsqu'ils ne comprennent plus ce qui se passe et se sentent les jouets de mécanismes opaques, notamment ceux qui les jettent au chômage ou dans la précarité. On sait que c'est le fonds de commerce de l'extrême droite.

Analyser et assumer la complexité exige des savoirs. Aujourd'hui, les savoirs économiques et sociologiques pertinents restent très absents de la scolarité de base, alors qu'ils rendent compte de mécanismes qui nous déterminent fortement. À défaut de passer par des leçons de morale, l'éducation à la solidarité doit s'appuyer sur des leçons de choses, les choses dont il s'agit étant politiques, économiques, culturelles et sociales. Il faut en parler, mettre des mots sur les réalités, expliquer les contradictions. La complexité, comme le rappelle Edgar Morin, ce sont les contradictions indépassables dans

lesquelles nous nous plongeons quotidiennement, dans le meilleur des cas en vivant avec elles, mais sans jamais pouvoir les dépasser définitivement. Aujourd'hui, comprendre où se prennent les décisions, par exemple sur le développement urbain, technologique ou économique, serait assez crucial pour être un citoyen averti. Pour cela, il faut un minimum de culture, non seulement à propos des mécanismes démocratiques, mais sur le fond des enjeux. Si l'on ignore ce qu'est une multinationale, une opération de bourse, une OPA, un lobby ou un capital-risque, on ne saisit pas certains rouages essentiels de notre société.

Suffirait-il de consacrer aux sciences sociales, à l'école, autant de temps qu'à la physique ou à la biologie ? Peut-être y a-t-il un rééquilibrage des disciplines à envisager. Toutefois, il ne servirait à rien d'ajouter des connaissances aux connaissances si l'on ne se préoccupe pas davantage de leur mobilisation dans la compréhension et dans la résolution des problèmes individuels et collectifs.

APPRENDRE À COOPÉRER ET À VIVRE ENSEMBLE

Apprendre aussi à coopérer, à vivre ensemble, ce n'est pas seulement intérioriser de bons sentiments, cela exige des compétences. On le voit, par exemple, quand on appelle les enseignants à travailler en équipe : les compétences correspondantes leur font cruellement défaut. Au premier conflit, à la première divergence, chacun se retire sous sa tente en disant : « Si c'est comme ça, je reprends mes billes », ou en ne disant rien... Ce n'est pas de l'individualisme caractériel, mais plutôt une absence de maîtrise de la coopération, avec sa part de conflits et de jeux de pouvoir. Aussi longtemps qu'on a le sentiment que, si l'on coopère, on va se faire absorber par le groupe, ramener à la norme, assujettir à des décisions prises par d'autres, pourquoi s'y risquerait-on ? Si chacun était capable de faire entendre sa voix et sa différence, de poser les problèmes comme il les ressent, de dire : « Là il y a un malaise, là je ne suis pas d'accord, on va trop vite, là je n'accepte pas », il s'engagerait plus volontiers dans un travail d'équipe, il serait plus à l'aise, moins défensif, capable de régulation sans chercher le salut dans la fuite dès que ça se passe mal.

Patrice Ranjard, dans un ouvrage récent⁵, qualifie l'individualisme de « suicide culturel ». Ce suicide, paradoxalement, est collectif, lorsque tous s'entendent au moins sur un point : chacun pour soi ! Il y a certes des modèles culturels en jeu, mais ils auraient moins de force si davantage d'acteurs avaient les moyens de la coopération. Nos systèmes de valeurs sont souvent appelés à la rescousse pour disqualifier ce que nous ne savons pas faire.

APPRENDRE À VIVRE LES DIFFÉRENCES ET LES CONFLITS

Apprendre à coopérer, c'est déjà apprendre à négocier, à gérer des conflits, des divergences d'avis ou d'intérêts. Du moins cela reste-t-il à l'intérieur d'un projet commun. Or, dans une société, tous ne tirent pas à la même corde. Il y a des clivages, des rapports de force, des dominations, des discriminations, des ségrégations. Il faut apprendre à ne pas diaboliser les différences, à vivre avec, à ne pas les transformer en conflits ou en rapports de domination.

Apprendre à accepter les différences, c'est une formule que l'on entend de plus en plus souvent chez ceux qui se soucient de la coexistence de diverses ethnies et cultures dans nos sociétés, qui brassent des populations de toutes origines. Là aussi, sans travaux pratiques et leçons de choses, on en reste aux bonnes intentions. Vivre les différences et les conflits ne s'apprend pas à travers un discours magistral et quelques préceptes. Cela s'apprend en travaillant sur des problèmes concrets.

Les écoles implantées dans des quartiers interculturels, où il y a quarante nationalités différentes dans l'école, dix-huit dans chaque classe, sont obligées, pour survivre, d'apprendre à gérer les différences, à travers les affrontements confessionnels, par exemple sur la présence de l'Islam, du voile, etc., ou à travers la coexistence de mœurs, de visions différentes de l'hygiène, d'habitudes alimentaires incompatibles, de rapports au savoir différents. Il y a des endroits, dans le système éducatif, où l'on n'a pas le choix. Lorsqu'on a le choix, on est tenté de ne pas travailler sérieusement ces problèmes, puisqu'ils n'empêchent pas de fonctionner et d'enseigner. Or, ces apprentissages n'ont pas seulement une valeur immédiate, ils font partie de la culture et des compétences de base. ▣

RÉFÉRENCES

1. MEIRIEU, Ph. et GUIRAUD, M., *L'école ou la guerre civile*, Paris, Plon, 1997.
2. DEJOURS, Ch., *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Seuil, 1998.
3. DEJOURS, Ch., *Travail : usure mentale. De la psychopathologie à la psychodynamique du travail*, Paris, Bayard Éditions, 1993.
4. BOURDIEU, P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.
5. RANJARD, P., *L'individualisme, un suicide culturel. Les enjeux de l'éducation*, Paris, L'Harmattan, 1997.